

Annexe 1 à l'Acte d'Engagement

Prévoyance - Maîtrise financière

En application du décret n°2011-1474 et de l'arrêté du 08 novembre 2011 « relatif aux critères de choix des collectivités territoriales et des établissements publics dans le cas d'une convention de participation », le candidat présentera le dispositif de maîtrise financière de son offre.

Le candidat fournira :

1. une note décrivant la politique de développement envisagée sur la durée de la convention.

La convention est passée pour une durée de 6 ans, elle ne peut être dénoncée que dans le cas où le candidat ne respecte pas ses engagements relatifs à la maîtrise financière.

Le candidat doit clairement indiquer l'évolution précise des cotisations qu'il envisage d'appliquer.

2. Pour les cinq premiers exercices comptables de la convention, les comptes de résultats prévisionnels des opérations concernées pour l'ensemble du personnel éligible, adhérent au dispositif,

3. une projection sur la durée totale de la convention de l'équilibre technique des opérations concernées, concernant les évolutions des tarifs prévues dans les offres.

Le candidat calculera, pour chacun des 5 premiers exercices, les prévisions des transferts de solidarité calculés ainsi :

Un montant de transferts intergénérationnels égal à la somme des écarts constatés, pour chacun des adhérents d'un âge supérieur à 50 ans de l'employeur territorial ou hospitalier concerné par la présente convention, entre les prestations versées et les cotisations correspondantes.

Pour le calcul des transferts :

Les prestations sont d'abord majorées des dotations aux provisions techniques correspondantes et minorées des reprises sur ces mêmes provisions.

Les prestations ainsi obtenues sont ensuite majorées d'un chargement de gestion forfaitaire à 10 %.

Les cotisations sont minorées de la contribution prévue au I de l'article L.862-4 du code de sécurité sociale et de la dotation à la provision pour cotisations non acquises puis majorées de la reprise sur cette même provision.

Le candidat indiquera ci-après, quel est le pourcentage de cette provision par rapport au total des primes : %.

Les éléments justifiant le calcul doivent être joints à la présente réponse.

4. Le candidat devra indiquer s'il propose la mise en place d'une provision d'égalisation ou un système de report des résultats pendant la durée de la convention. Si oui, il devra en préciser les modalités de fonctionnement et de calcul.

5. Le candidat devra indiquer comment l'aggravation significative de la sinistralité sera évaluée et ses impacts sur l'évolution de la tarification tout en respectant l'Accord National du 11-07-2023 qui plafonne l'évolution tarifaire à une hausse maximale de 15%, même en cas d'absentéisme aggravé de + 25% depuis la consultation.

Type d'aggravation	Niveau	Evolution proposée par le prestataire
Absentéisme réduit	De 5 % depuis le départ	
Absentéisme constant	0	
Absentéisme aggravé	+ 5 % depuis la consultation	
Absentéisme aggravé	+ 10 % depuis la consultation	
Absentéisme aggravé	+ 15 % depuis la consultation	
Absentéisme aggravé	+ 25 % depuis la consultation	
L'évolution tarifaire n'est pas applicable les deux (2) premières années du contrat. Elle s'appliquera à compter du 1^{er} janvier 2027		

Commentaire éventuel du candidat :

La présente annexe est un engagement du candidat. Le non-respect de ces engagements pourra entraîner la résiliation de la convention de participation par la collectivité avec un préavis de résiliation de 6 mois.

Pendant la durée de ce préavis, les conditions précédentes de la convention de participation s'appliqueront.

Document complété par le titulaire,

Fait à, le

Nom, prénom et qualité du signataire, et cachet du titulaire

Approuvé par le Pouvoir Adjudicateur,

La communauté de communes Interco Normandie Sud Eure